

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

En circulation

U. S.

22.2.

Retour le 29.3.

Rome, le 18 mars 1954.

R.P. no 11

CONFIDENTIEL

Monsieur le Conseiller fédéral,

Commentaires sur le prêt
bancaire italo-suisse.

La nouvelle des négociations bancaires qui eurent lieu à Bâle entre le Gouverneur de la Banque d'Italie et le groupe du Bankverein, du Crédit Suisse et de l'Union de Banques Suisses est mise en grand relief dans la presse italienne. Quelques journaux parlent même de prêts faits "de la Suisse à l'Italie". D'autres, par contre, plus précis parlent "d'un prêt de banques suisses effectué à l'Institut central italien pour le crédit aux moyennes entreprises".

Ces nouvelles ont eu partout un écho très favorable, mais spécialement dans les milieux américains de la capitale, à commencer par l'Ambassade des Etats-Unis. On a voulu reconnaître dans cette opération bancaire un acte de confiance accompli vis-à-vis de l'Italie de la part des milieux suisses qu'on se plaît à définir "posés et réalistes". Le fait que notre pays voisine avec l'Italie confère, dit-on, une signification et une autorité particulière à l'opinion qu' a la Suisse à l'égard de l'Italie. Quelqu'un me faisait même observer que le crédit accordé par le cartel des trois banques suisses à l'Institut central du crédit moyen aura pour effet de rétablir un jugement plus serein et objectif dans les milieux politiques et bancaires américains en faveur de l'Italie. Dans ces milieux américains,

Monsieur le Conseiller fédéral Max P e t i t p i e r r e ,
Chef du Département Politique Fédéral,

B e r n e .

Dodis



LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

2.

on avait fait courir des bruits exagérés et non désintéressés d'une probable prise de pouvoir communiste en Italie: Ce qui avait créé de sérieuses appréhensions à l'égard de la Péninsule.

Au Palais Chigi, on a salué l'opération avec beaucoup de satisfaction, et pour les raisons politiques exposées ci-dessus, et parce qu'elle permettra à l'Italie - me disait le Ministre Magistrati - de continuer sa politique économique de libéralisation. A cette occasion, il est prévu, en effet, que le transfert du montant total du prêt sera effectué directement à l'Union européenne de paiements en réduction de la dette italienne qui, au lieu de diminuer ces derniers temps, a augmenté. Par ce versement de 100 millions de francs suisses, la dette italienne envers l'Union européenne de paiements sera proportionnellement réduite: ce qui signifie que l'Italie commercera sous le régime de la pleine ou presque pleine libéralisation, sur les marchés internationaux, à son propre avantage (mais aussi pour notre profit).

En ce qui concerne les impressions fournies par la presse italienne, je me limite à extraire deux passages de deux journaux, l'un, politique, l'autre, spécialisé dans l'information industrielle, commerciale et financière: "Il Tempo" de Rome, publie ce qui suit: "Cet emprunt est le premier que l'Italie a effectué en dehors de la sphère nord-américaine, ce qui démontre que quelques fruits ont été recueillis dans la poursuite d'une politique monétaire honnête, de devises en ordre, du respect des contrats. Notre pays n'a qu'à continuer dans la voie du bon sens et de l'honnêteté qu'il s'est tracée."

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

3.

"Il Sole", de Milan, après avoir posé diverses questions en ce qui concerne la garantie partielle en or du prêt, le taux de l'intérêt que l'on ne connaît pas encore et d'autres problèmes de nature technico-financière, écrit ceci en manière de conclusion: "Outre à démontrer une certaine solidarité européenne, l'opération dont il s'agit, selon l'avis de certains financiers, tout en faisant son chemin à travers mille difficultés, prouve indubitablement que la menace de bouleversements sociaux dans notre pays n'est pas à prévoir pour le moment. Ces techniciens ont même confiance dans notre capacité de développement, de réorganisation et d'équilibre politique. Nous en prenons acte non sans quelque satisfaction".

* * *

Appréciations sur le
nouveau Gouvernement
Scelba.

Les milieux diplomatiques de la capitale, sans vouloir s'abandonner à des appréciations sur les personnalités qui constituent le nouveau Gouvernement, sont heureux que l'Italie ait finalement un Gouvernement: parce que, pendant ces derniers mois de crise, l'activité de l'Etat, tant dans l'administration que chez les dirigeants, était paralysée pour ne pas dire inexistante. La majeure partie de mes collègues, comme la majeure partie des libéraux et des monarchistes

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

4.

aurait préféré un Ministère Pella. M. Pella est devenu l'enfant chéri des larges couches de l'opinion publique. Cependant, personne ne méconnaît que M. Scelba pourrait aussi être l'homme de la situation, c'est-à-dire celui qui serait capable d'affronter n'importe quelle aventure communiste et de procéder à des épurations dans la bureaucratie italienne; car, la confiance que lui a accordée le Parlement lui est aussi accordée par la partie saine de l'opinion publique. Ce qui finit, par contre, par irriter cette dernière, c'est l'attitude hostile de la majeure partie des nobles et des gros bourgeois. Ceux-ci auraient vraiment besoin d'une bonne cure de bolchévisation !

Le Gouvernement Scelba jouit aussi d'une bonne presse internationale. Après avoir cité parmi les journaux suisses "La Gazette de Lausanne", la "Neue Zürcher Zeitung" et le "Bund", le bulletin de la Présidence du Conseil des Ministres relève avec satisfaction les commentaires des divers journaux étrangers: Parmi ceux-ci, je me limite à citer "Le Monde", "Le Figaro", l'"Aurore" et le "New-York Times".

On lit ce qui suit dans le journal "Le Monde": "Même si la double majorité qu'a obtenue M. Scelba au Sénat et au Parlement est exigüe, elle est assez solide. Pour évaluer l'importance de l'événement, il suffira de se rappeler que l'Italie se trouve pratiquement sans direction effective depuis le 26 décembre dernier. Depuis le jour où le Ministère "toléré" de M. Pella s'est écroulé, les divers Ministères qui se sont succédés au poste de commandement

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

5.

n'ont pu que liquider les affaires courantes. Aujourd'hui le "provisoire" est terminé. M. Scelba peut finalement gouverner. Il a donné l'impression de vouloir le faire et aujourd'hui il a les pouvoirs pour le faire. Sa riposte à la Chambre a été claire et vigoureuse. Au cours de ce long débat, M. Scelba a donné la preuve d'une incontestable autorité personnelle qui a été remarquée aussi bien par les partis de gauche que par ceux de droite. Aussi au centre, ce qui était plus difficile à obtenir, on s'en est rendu compte."

"Le Figaro", remarquant la "légère" mais "suffisante" majorité de votes obtenus par M. Scelba insiste sur le discours qu'il a prononcé à la Chambre le définissant de "batailleur et de courageux". Comme conclusion, il termine son article en affirmant qu'une "ère de sécurité relative s'ouvre pour le Gouvernement italien avec le retour de l'enfant prodigue, Giuseppe Saragat. En restituant à la démocratie chrétienne la collaboration de son parti, M. Saragat a reconstitué une majorité parlementaire.

"L'Aurore", par la plume de son correspondant à Rome, déclare que "les parlementaires sont restés fortement impressionnés par le courage démontré par le Président du Conseil lorsqu'en terminant le débat, il a pris position pour le Pacte atlantique et en dénonçant avec fermeté les tentatives communistes de pousser l'Italie sur la voie du front populaire. M. Scelba s'est, en effet, déclaré prêt à affronter les menaces communistes et à défendre énergiquement la démocratie et la liberté".

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

6.

Et, enfin, le "New-York Times" observe que M. Scelba a obtenu à la Chambre une victoire d'étroite mesure. Toutefois, si les partis du centre ne commettront pas l'imprudence de se détacher de lui, il devrait être en mesure de donner à l'Italie une période de stabilité politique".

Pour terminer: il est loisible d'affirmer que, malgré tout, c'est-à-dire malgré les récents scandales qui affligent la vie italienne et qui sont alimentés avec un certain succès par les communistes, le nouveau Gouvernement peut compter sur la majorité du pays. En un mot, le pays sent qu'avec M. Scelba les communistes ne peuvent pas faire de vilaines plaisanteries!

* * *

Existe-t-il un réel danger
d'une prépondérance immi-
nente communiste en Italie?

La réponse à cette demande ne peut se baser que sur des impressions subjectives. Les voici: à mon avis et selon celui de personnalités qui suivent et examinent la situation italienne avec impartialité, le régime démocrate-chrétien et la coalition des partis qui composent le Gouvernement, n'ont jamais eu de crise plus grave que celle qu'ils traversent actuellement. Et ceci non pas à cause des difficultés dans lesquelles se débat le pays (chômage, etc.) ni non plus à cause des constellations politiques au pouvoir, mais bien à cause de deux faits et état d'âme suivants:

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

7.

1° Mécontentement général vis-à-vis de la bureaucratie (lenteur avec laquelle elle accomplit ses devoirs et, dans bien des cas, mécontentement pour sa corruptibilité présumée).

2° Scandales du soi-disant procès Montesi. Il ressortirait ou il aurait dû ressortir, lors de l'instruction de ce procès, de collusions inadmissibles d'hommes et de milieux du régime avec des hommes et milieux équivoques ou de mauvaise vie. Ces collusions n'ont, toutefois, pas encore été démontrées. Néanmoins, le Chef de la police a donné sa démission et celle du Ministre des Affaires Etrangères Piccioni en a été sollicitée, son fils étant impliqué dans ce scandale. D'une manière générale, un épais voile de soupçons enveloppe toute l'atmosphère politique italienne. Triste dictu: ce sont les communistes qui assument la mission de vestale pudique du grand foyer italien. Depuis plus de deux mois, leurs journaux consacrent des colonnes entières pour dénoncer, aggrandir et fausser le scandale: ils emploient tous les moyens permis ou pas permis pour montrer du doigt la corruption dans laquelle est tombée la société bourgeoise italienne.

En quoi consiste-t-il ce scandale? Une jeune-fille, Wilma Montesi a été trouvée morte au mois d'avril de l'année dernière sur la plage d'Ostie. S'agit-il d'un crime ou d'un accident? L'enquête de la police et l'enquête judiciaire se sont conclues en déclarant qu'il s'agissait d'un accident. Cette jeune-fille, pendant qu'elle prenait un bain de pied aurait été emportée par les vagues et ensuite transportée par celles-ci sur la plage où elle fut trouvée. Peu de personnes donnèrent foi à cette version et un journaliste, un certain Muto, publia un article en donnant une autre version. La voici: la jeune Montesi faisait partie d'un groupe de per-

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

8.

sonnes qui s'adonnait aux stupéfiants. Evanouie et prise pour morte après en avoir pris une trop forte dose, elle aurait été transportée au bord de la mer par ceux qui avaient intérêt à cacher et le commerce et l'usage des stupéfiants. On fit mention alors du fils du Ministre Piccioni et d'un certain marquis Montagna qui avait des relations d'amitié ou presque avec des personnalités du monde politique et de la police italiennes. A la suite d'une enquête faite par les carabinieri, il ressortit que Montagna était un homme corrompu et un corrupteur. Ces révélations ont ému vivement et tristement l'opinion publique. A mon avis, la version du journaliste sur la mort délictueuse de la jeune Montesi n'a pas pu être prouvée. Il est, cependant, ressorti du procès qu'il existe vraiment un commerce clandestin et l'usage illicite de stupéfiants, qu'il se trouve des milieux de corruption épouvantables et que l'on abuse d'une façon indigne des jeunes-filles, etc. etc. Il ne ressort pas du procès si et jusqu'à quel point les organes, les fonctionnaires ou les employés de l'Etat sont coupables de cet état de choses. Mais l'opinion publique, habilement montée et exploitée par la presse de l'extrême-gauche et involontairement par la chronique des grands journaux non-communistes, a soupçonné le pire. C'est dans cet état d'âme surexcité que vit aujourd'hui une grande partie de la population italienne, qui, comme il arrive souvent dans des cas semblables, est portée à soupçonner le pire et à juger trop hâtivement. Voilà pourquoi le peuple a les yeux fixés sur le Gouvernement, ses dirigeants et les partis gouvernementaux et les interroge avec inquiétude et méfiance.

En face de cette vague de questions et de soupçons, le Gouvernement Scelba a adopté les mesures aptes à

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

9.

rétablir le calme. Il a accepté la démission du Chef de la police italienne et il a chargé un de ses membres de procéder à une série d'enquêtes administratives sur la faiblesse et sur les fautes éventuelles commises par des fonctionnaires du gouvernement dans le domaine de la corruption, de la collusion et de gains faciles. Il a, cependant, refusé d'accepter la démission que lui a présentée le Ministre Piccioni, dont l'intégrité est hors de discussion même si son fils ne lui ressemble pas. Ces mesures qui ont été proposées au juste moment par le Président Scelba et qui ont été acceptées par le Gouvernement ont eu pour effet de faire renaître une certaine confiance dans le Gouvernement et de faire tomber le masque d'épuration qu'arborait le parti communiste. Les Italiens croient dans le sérieux et la décision de Scelba et, même si c'est à contre-cœur, les communistes eux-mêmes sont contraints d'y croire.

On peut donc conclure que le réel danger d'une majorité communiste en Italie est pour le moment conjuré. Mais que les partis non communistes se gardent bien pourtant de faire éclater à brève échéance une nouvelle crise gouvernementale et, pire encore, de vouloir recourir aux élections générales. Ces dernières pourraient réserver des surprises désagréables.

La construction du tunnel du Mont-Blanc est-elle de nouveau en panne?

Le journal de l'Association "Piemonte-Svizzera" de Turin fait paraître un article intitulé comme suit: "A propos du tunnel sous le Mont-Blanc".

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

10.

"En lisant les comptes-rendus parlementaires français, il semblerait que l'approbation du plan financier relatif au tunnel du Mont-Blanc ait été ajournée. S'il en est ainsi, il se produira un nouveau retard dans l'exécution d'une oeuvre grandiose dans laquelle sont en jeu des intérêts nationaux français et italiens de même que régionaux (Piémont, Canton de Genève, Vallée d'Aoste).

Il est à espérer que cette stagnation ne signifie pas l'abandon de ce projet. Notre correspondant de Genève, le Dr. Doebeli, qui est toujours à l'avant-garde pour signaler des faits et événements se rapportant au but poursuivi par le "Piemonte-Svizzera", se souvient qu'en 1879 déjà l'on formait des vœux et des projets pour que l'on envisage l'ouverture d'un tunnel sous le Mont-Blanc. A ce propos, il reproduit des extraits d'articles qui ont paru à l'époque sur la "Tribune de Genève". Dans un de ces articles, un sénateur français, M. Chardon, avait publié un opuscule dans lequel il résumait les avantages que pourraient apporter à la Savoie et à l'Italie le percement d'un tunnel sous le Mont-Blanc. Dans un second article, il est relaté qu'à l'occasion d'un banquet qui eut lieu le 29 novembre 1879 à Turin et auquel participaient de nombreuses personnalités de cette ville, celles-ci se prononcèrent nettement en faveur du tunnel du Mont-Blanc.

Comme on le voit, il s'agit de problèmes qui sont redevenus très actuels ces derniers temps et qui ont un long passé; malheureusement ils n'ont pas pu se réaliser jusqu'à présent."

Pour ce qui concerne l'Italie, je me rapporte à ce que je vous avais écrit il y a environ un mois au sujet

LÉGATION DE SUISSE
EN ITALIE

11.

de la discussion qui eut lieu relativement au programme présenté par le premier Ministre Fanfani. A cette occasion, le leader de l'opposition Togliatti relevait, non sans sarcasme, que M. Fanfani, pour lancer une petite flèche à son prédécesseur le piémontais Pella, avait oublié de faire figurer dans la liste des travaux-publics qui devraient être réalisés, le tunnel du Mont-Blanc. M. Scelba reprit le programme Fanfani sans faire aucune énumération des travaux à exécuter. On a un peu l'impression que ni la France, ni l'Italie sont très pressées de voir ces travaux se réaliser.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral,
l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Annexes: Commentaires de la presse
sur le prêt de banques
suisses à l'Institut central
pour le crédit aux moyennes
entreprises.



La Stampa

12/3/1954

Il prestito svizzero

Roma, 16 marzo.

Il prestito di cento milioni di franchi svizzeri, concesso dai tre maggiori istituti bancari della vicina Confederazione, all'economia italiana — per tramite della nostra banca centrale — ha innanzi tutto un significato politico. Non si concede in verità capitali ad una economia che sia in depressione, senza speranze; oppure alle soglie di sovvertimenti politici. Dunque, il credito presuppone un giudizio preventivo sulla vera portata di molte vicende passate o contemporanee. E poichè questo fu favorevole; e poichè anzi proviene da banchieri svizzeri, i quali hanno occhio attento ed esperto su molti eventi di casa nostra, ce ne ralleghiamo.

Ma l'operazione che oggi si annuncia deve essere considerata nel quadro dei nostri pagamenti internazionali. Oggi, tutti sanno, non ci preoccupa tanto lo squilibrio esistente nei nostri conti rispetto all'area del dollaro, quanto quello nei confronti della Unione Pagamenti Europei. In verità, il nostro debito verso quella gran-

de stanza di compensazioni, trascurabile fino alla metà del '53, è pari a 150 milioni di dollari e più. Tanto che i versamenti riguardanti i saldi passivi debbono già effettuarsi per metà in oro. Il ricavato del prestito svizzero ci sarà versato in conto U.P.E. Servirà dunque a differire alquanto il raggiungimento del «plafond» di 205 milioni di unità di conto (dollari), a partire dal quale tutti i saldi passivi dovranno da noi essere corrisposti in oro o valute forti.

Ciò detto, poco si deve aggiungere sulla natura dell'operazione, così come è descritta dal comunicato ufficiale. L'ammontare di 100 milioni di franchi svizzeri, non rilevante nel quadro delle nostre transazioni internazionali, è tuttavia apprezzabile se raffrontato con lo sparuto flusso dei prestiti privati esteri, all'economia italiana. Supera di quasi il doppio gli investimenti elvetici, in Italia, effettuati nell'ultimo quinquennio. L'operazione pertanto merita rilievo.

Il comunicato ufficiale non reca informazioni sul tasso di

interesse. Tuttavia, considerata la situazione del mercato finanziario svizzero, si può supporre ch'esso sia compreso fra il 3 e il 4%: considerando anche la durata del prestito ed i rischi connessi agli spostamenti internazionali. La garanzia parziale in oro addossa poi indubbiamente un certo onere alle nostre riserve pregiate. Ma il prestito, d'altro canto, evita effettivi trasferimenti di valuta forte o di metallo, come chiarisce la prosa ufficiale. Dunque, anche da questo punto di vista, l'operazione può dirsi vantaggiosa.

Unica chiosa: il credito sembra relativamente esiguo rispetto al nostro fabbisogno di capitali. Esso equivale a 23 milioni di dollari: cifra pari all'incirca al nostro disavanzo medio mensile nei confronti della U.P.E. Auguriamoci pertanto che a questa operazione altre ne seguano; e soprattutto che siano prese misure prontamente per condurre ad un miglior equilibrio i nostri conti internazionali.

f. d. f.

PRESTITO ALL'ITALIA

La notizia che tre grandi banche svizzere hanno deciso di concedere un prestito quinquennale di cento milioni di franchi svizzeri all'Istituto centrale per il credito a medio termine a favore delle medie e piccole industrie (Mediocredito) merita d'essere sottolineata, non tanto per l'entità del prestito stesso, pari a 14,3 miliardi di lire, quanto per il suo significato politico, nonché per il fine che il prestito stesso si propone di soddisfare; quello, cioè, di ridurre il nostro debito nei confronti dell'Unione dei pagamenti europei (U. P. E.).

Per illustrare il significato politico di quest'operazione finanziaria non v'è bisogno di spendere molte parole. Da tempo si parla della necessità che l'economia italiana sia rinsanguata con prestiti esteri. Con la cessazione o quasi degli aiuti gratuiti statunitensi, una politica di crescenti investimenti al fine di combattere la disoccupazione diventa sempre più difficoltosa poiché i maggiori consumi, determinati per l'appunto dagli investimenti, creano squilibri nella bilancia dei pagamenti. Squilibri che possono essere compensati o con una maggiore esportazione oppure con prestiti esteri.

Stringi, stringi, però, di questi prestiti s'è parlato molto ma s'è ottenuto poco. Di concreto, c'è stato solo l'afflusso di capitali esteri d'origine statale. E quest'origine ne caratterizza sia l'impiego sia la garanzia. Invece, il prestito svizzero viene concesso da banche. L'eventuale rischio, sia pure contenuto entro i limiti di cinque anni, ricade quindi su organizzazioni private. E' il primo prestito di questo tipo contratto dall'Italia dopo la guerra. Le banche svizzere sanno fare i loro affari. E ciò non è senza significato, proprio nel momento in cui si parla, specie all'estero, dell'avanzata comunistica in Italia.

Lo scopo del prestito è quello di finanziare il nostro debito nei confronti dell'U.P.E. Quest'organizzazione, creata nell'ambito dell'O.E.C.E., ha validamente contrastato la pratica delle compensazioni bilaterali, tra Paese e Paese, che tendono a portare il reciproco flusso di scambi al livello più basso.

La nostra posizione nei confronti dell'U.P.E. ha subito alterne vicende in questi ultimi anni. Nel febbraio del 1952 il nostro saldo cumulativo nei confronti dell'U.P.E. raggiunse il massimo con un credito di 251 milioni di dollari. Dopo d'allora si cercò in tutti i modi di rientrare nel

nostro credito. Diminuirono le importazioni dall'area del dollaro e furono agevolate quelle dall'area U.P.E. che comprende anche quella della sterlina. Sicché, tra il maggio ed il giugno 1953, la nostra posizione da creditoria si mutò in debitoria, e alla fine di questo febbraio il nostro debito raggiunse la cifra di 154 milioni di dollari. Com'è noto, a mano a mano che aumenta il saldo cumulativo debitore aumenta pure la percentuale da pagare in dollari o oro. Se le cose continuano di questo passo nel prossimo aprile o maggio si raggiungerà quel livello di 205 milioni di dollari oltre il quale bisognerà saldare ogni mese l'intero debito in valuta pregiata. Ne consegue che il ricavato del prestito svizzero, in quanto viene sottratto dal nostro debito nei confronti dell'U. P. E., consente di allontanarne nel tempo il saldo in dollari o oro.

Il prestito svizzero, tuttavia, ha valore più generale. L'accordo dell'U.P.E. scadrà in giugno, e tutto fa ritenere che sarà prorogato, sia pure con qualche modificazione nei regolamenti di debito e credito. Sono già state intavolate trattative, complicate dal fatto che s'è manifestata una certa rigidità nella struttura dell'U.P.E., per cui si sono venute creando posizioni debitorie e creditorie estreme che non possono essere sbloccate con i normali scambi di merci e di servizi. Questo prestito svizzero, in quanto cerca di ridare elasticità al sistema dei pagamenti multilaterali mediante l'apporto di prestiti, evita la rottura del sistema e, in un certo senso, indica la via ad altri Paesi forti creditori, come il Belgio e l'Olanda, per creare un'unità economica europea anche sul terreno finanziario.

Per quanto riguarda gli effetti economici del prestito in Italia si può ricordare che il Mediocredito, creato nel 1952, con una dotazione di 60 miliardi di lire, ha il compito di concedere finanziamenti a favore della media e piccola industria destinati al rinnovo, all'ampliamento o alla costruzione di impianti. Il Mediocredito cederà all'Ufficio italiano dei cambi (U.I.C.) il ricavato del prestito svizzero e ne otterrà lire, che messe in circolazione serviranno per assolvere i suoi compiti istituzionali. Le lire saranno prestate all'U.I.C. dalla Banca d'Italia, ed in questo modo si potrà attenuare il depauperamento del mercato di mezzi di pagamento in relazione al crescente nostro debito verso l'estero.

Libero Lentì

M. Corvino della sua
17-3-54

Il Globo

17/3/53

Prestito svizzero al "Mediocredito,"

Parzialmente garantito su oro e ammortizzabile in 5 anni — Le trattative bancarie

A seguito di trattative concluse in questi giorni a Basilea dal Governatore della Banca d'Italia, un gruppo delle tre principali banche svizzere (Società di Banca Svizzera, Credito Svizzero e Unione di Banche Svizzere) ha concesso all'istituto centrale per il Credito a medio termine alle medie e piccole industrie (Mediocredito) un prestito di 100 milioni di franchi svizzeri, parzialmente garantito su oro ed ammortizzabile in 5 anni.

Il Mediocredito utilizzerà il ricavato del prestito per intensificare la sua azione a favore delle medie e piccole industrie e dell'esportazione. Il trasferimento dell'importo del Prestito avverrà a mezzo dell'Unione europea dei pagamenti, sicchè esso gioverà anche a ridurre la posizione debitoria Italiana verso la detta Unione ed i versamenti mensili in dollari o oro che l'Ufficio Italiano dei Cambi deve fare all'Unione medesima.

Il Comitato Interministeriale del Credito, nella riunione del 15 corrente, il Consiglio dei Ministri, nella riunione del 16 corrente, hanno adottato le deliberazioni di loro competenza previste dall'art. 21 della Legge 25.7.1952, n. 949, costitutiva del Mediocredito.

Un prestito di Banche svizzere all'Istituto Centrale per il Mediocredito

Si tratta di cento milioni di franchi svizzeri offerti dai tre maggiori Istituti elvetici per cinque anni dietro parziale garanzia aurea

ROMA, 16. — A seguito di trattative concluse in questi giorni a Basilea dal Governatore della Banca d'Italia, un gruppo delle tre principali banche svizzere (Società di Banca Svizzera, Credito Svizzero e Unione di Banche Svizzere) ha concesso all'Istituto centrale per il credito a medio termine alle medie e piccole industrie (mediocredito) un prestito di 100 milioni di franchi svizzeri, parzialmente garantito su oro e ammortizzabile in 5 anni.

Il Mediocredito utilizzerà il ricavato del prestito per intensificare la sua azione a favore delle medie e piccole industrie e dell'esportazione.

Il trasferimento dell'importo del prestito avverrà a mezzo dell'Unione Europea dei Pagamenti, sicchè esso gioverà anche a ridurre la posizione debitoria italiana verso la detta Unione ed i versamenti mensili in dollari o oro che l'Ufficio Italiano dei Cambi deve fare all'Unione medesima.

Il Comitato interministeriale del credito, nella riunione di ieri, e il Consiglio dei Ministri, nella riunione odierna, hanno adottato le deliberazioni di loro competenza previste dall'art. 21 della legge 25 luglio 1952, n. 949, costitutiva del Mediocredito.

Manifestazione di fiducia

L'operazione conclusa in questi giorni fra il nostro istituto di emissione ed un gruppo di banche svizzere merita di essere esaminata da parecchi punti di vista. Vale a dire dal punto di vista finanziario in senso stretto; poi da quello della nostra bilancia dei pagamenti; infine da un punto di vista più propriamente politico. Passando dalle une alle altre considerazioni, la transazione assume un rilievo diverso: ma il mutamento di prospettiva giova ad un miglior giudizio sull'insieme.

*

Consideriamo innanzi tutto l'operazione dal punto di vista finanziario. In breve si tratta di ciò. Un gruppo costituito dalle tre maggiori banche svizzere ha stipulato col nostro istituto di emissione un'operazione di prestito a media scadenza, per l'ammontare complessivo di 100 milioni di franchi svizzeri; vale a dire, in cifra tonda, 15 miliardi di lire; oppure, per tener conto dei rapporti con altre partite di carattere internazionale, che sono di solito espresse in valuta americana: 23 milioni di dollari. Il prestito è rimborsabile in cinque anni. E' parzialmente garantito con oro sulle riserve del nostro istituto di emissione. E' effettuato sotto la vigilanza (e, si può dire, con l'approvazione) dei massimi organi collegiali che presiedono alla politica monetaria e creditizia italiana. Il comunicato non concede altro.

A questo punto gli interrogativi cominciano a spuntare. Si è contratto un prestito in valuta estera; e sta bene. La maggior parte degli investimenti privati provenienti dall'estero dà luogo a siffatti impieghi: i quali non possono, se non stimolare a saggezza monetaria. Ma inoltre si è dato, in garanzia parziale, oro tratto dalle nostre riserve. In quale misura? Su questo punto, del resto importante, silenzio assoluto. Si può avanzare soltanto, quale ipotesi di lavoro — la quale non ha altro fondamento se non nelle abitudini degli uomini d'affari: i quali sogliono risolvere molti problemi, soppor-

tando i rischi a metà — la supposizione che la garanzia aurea sia offerta nelle misure del 50 % dell'ammontare totale. Se andiamo errati, ci si corregga.

Altro dubbio: l'altezza del tasso d'interesse. In questo caso, però, le induzioni sono più facili e meno spericolate. Tutti conoscono qual'è il costo del denaro in Svizzera, per investimenti a media scadenza, di tutto riposo. Ammettiamo pure che: un investimento in Italia trasporti, per gli svizzeri, qualche rischio addizionale; saremo portati a concludere che il tasso d'interesse è probabilmente compreso fra il 3 ed il 4 %, in ragione d'anno. I nostri finanziari sono abituati a ben altri oneri: ma non perdano di vista che, in questo caso, ci assumiamo un rischio di cambio, che pure deve entrare nel computo.

*

Sin qui l'operazione, considerata dal punto di vista finanziario. Or bene, per poter giudicare della sua importanza, essa va avvicinata a transazioni simili. L'esempio che per primo giunge alla mente, a questo proposito, è offerto dal prestito di 100 milioni di dollari concesso all'Italia, dalla Banca Internazionale di Ricostruzione e Sviluppo.

Ma questo raffronto non è molto giustificato. Quell'istituto bancario in effetti è assai vicino al Governo degli Stati Uniti, come tutti sanno. Ed il prestito che ci fu concesso — fra l'altro dopo intensi studi cui collaborò la Svimez — ha un innegabile sapore politico, essendo destinato a sollevare l'area depressa meridionale.

La recentissima operazione deve piuttosto essere raffrontata al flusso di fondi, di origine privata, che ci pervenne dalla Svizzera in quest'ultimo lasso di tempo. Prendiamo le mosse da quel 2 marzo 1948 che vede l'approvazione della nuova legge sugli investimenti esteri in Italia. Ebbene: nel biennio '48-50 ottenemmo dalla Svizzera 21 milioni di franchi. Durante il '51, 10 milioni; nel

**

(Continua in 2ª pagina 3ª colonna)

SE
17 Marzo 1954

(Continuazione dalla 1ª pagina)
 '52-'53, 16 milioni per ciascun anno. Dunque, durante l'ultimo quinquennio, gli investimenti privati svizzeri in Italia furono pari a 63 milioni di franchi. Non è chi non veda come l'operazione, oggi annunciata, superi di quasi il doppio questo ammontare. Essa dunque, sotto questo aspetto, assume un rilievo particolarissimo.

*

Un rilievo alquanto minore assume l'operazione che andiamo commentando, nel quadro della bilancia valutaria italiana. Ricordiamo innanzi tutto le caratteristiche dei nostri pagamenti verso l'estero, durante il '53. Siamo in relativo equilibrio verso la zona del dollaro; viceversa siamo squilibrati, e fortemente, verso l'area della Unione Pagamenti Europei. Lo dimostra il fatto che il nostro saldo cumulativo verso la U.E.P., pari a 205 milioni di unità di conto nel giugno del '52, si annullò un anno dopo, cioè nel maggio-giugno del '53. Ed oggi il nostro passivo supera i 150 milioni di dollari (unità di conto).

Il prestito in franchi svizzeri (25 milioni di dollari) è pari dunque, all'incirca, al deficit medio mensile dell'Italia verso l'U.E.P. (22 milioni di dollari) considerato l'andamento dei nostri pagamenti a partire dal dicembre '52. Poiché il ricavato di questa operazione sarà versato per l'appunto all'Italia per tramite di quella stanza di compensazione — esso varrà a differire, se pure di poco, il momento in cui, raggiunto il limite della nostra « linea di credito », fissata a 205 milioni di dollari, dovremo corrispondere in oro l'ammontare pieno dei nostri saldi passivi.

Dunque si può dire, completando il ragionamento: è bensì vero che la Banca d'Italia ha concesso quale garanzia le sue riserve auree. Ma già in questi giorni il nostro disavanzo presso l'U.E.P. deve essere coperto nella misura del 50 % in oro. Sicché per il controvalore di 100 milioni di franchi svizzeri abbiamo concesso soltanto in garanzia un metallo che avremo dovuto passare, di pieno diritto, in mani altrui.

La convenienza dell'operazione, da questo punto di vista, è innegabile.

*

Ciò non toglie che si debba pure, badando a queste cifre, riconsiderare l'opportunità di seguire attentamente l'andamento delle nostre correnti con l'estero; di stimolare le esportazioni; di sorvegliare i consumi, se si vuol proseguire in una politica di lotta contro la disoccupazione. Poiché l'aumentare dei nostri impegni verso l'U.E.P. minaccia ormai di manifestarsi sempre più gravoso.

Ma queste considerazioni possono farci smarrire il filo del nostro ragionamento. Converterà, ritornando sul sentiero, badare ad un altro aspetto di questo prestito. Cioè, al suo significato politico. Non è infatti pa-

recchio significativo che — proprio quando tante voci incerte corrono oltre Atlantico sulla situazione politica italiana — istituti bancari svizzeri (quanto a dire esperti che operano alle porte del nostro Paese, e conoscono la nostra situazione meglio di molti italiani) concedano un prestito all'Italia non a brevissima o breve scadenza, ma addirittura a cinque anni? L'operazione, quanto meno, oltre a provare una certa solidarietà europea che pure si va facendo strada fra mille triboli, mostra indubbiamente che la minaccia di sovvertimenti sociali non è ritenuta attuale da alcuni finanzieri, per quanto riguarda il nostro Paese. Ed anzi quei tecnici hanno fiducia nelle nostre capacità di sviluppo, di riorganizzazione, di equilibrio politico.

Ne prendiamo atto, non senza qualche compiacimento. Le manifestazioni di fiducia internazionale non sono tanto frequenti nel caotico mondo moderno, da poter essere trascurate.

**

UN PRESTITO BANCARIO SVIZZERO AL MEDIOCREDITO

CENTO MILIONI DI FRANCHI SVIZZERI RIMBORSABILI IN CINQUE ANNI

26 ore
17/3/1954

L'IMPORTANZA DELL'OPERAZIONE NEL QUADRO DELLA POSIZIONE ITALIANA NELL'U.E.P.

Roma, 16 marzo

La Banca d'Italia comunica: «A seguito di trattative concluse in questi giorni a Basilea dal Governatore della Banca d'Italia, un gruppo delle tre principali Banche svizzere (Società di Banca Svizzera, Credito svizzero e Unione di Banche Svizzere) ha concesso all'Istituto Centrale per il credito a medio termine alle medie e piccole industrie (Mediocredito) un prestito di 100 milioni di franchi svizzeri, parzialmente garantito su oro ed ammortizzabile in 5 anni.

«Il Mediocredito utilizzerà il ricavato del prestito per intensificare la sua azione a favore delle medie e piccole industrie e dell'esportazione. Il trasferimento dell'importo del prestito avverrà a mezzo dell'Unione Europea dei Pagamenti, sicché esso gioverà anche a ridurre la posizione debitoria italiana verso la detta Unione ed i versamenti mensili in dollari o oro che l'Ufficio Italiano dei Cambi deve fare all'Unione medesima. Il Comitato interministeriale del Credito, nella riunione del 15 corrente, e il Consiglio dei Ministri, nella riunione del 16 corrente, hanno adottato le deliberazioni di loro competenza previste dall'art. 21 della legge 25 luglio 1952, n. 949, costitutiva del Mediocredito».

Il Comitato interministeriale per la Ricostruzione ed il Consiglio dei Ministri hanno oggi approvato ai sensi della legge istitutiva del Mediocredito la convenzione conclusa a Basilea nei giorni scorsi.

Per evidenti ragioni di riservatezza, non tutte le condizioni del prestito sono state rese di pubblica ragione. In particolare, per quanto concerne il tasso di interesse, si è appreso soltanto che esso è inferiore a quello corrente per il mercato internazionale. Circa l'ammortamento, è stato reso noto che esso sarà effettuato entro cinque anni a rate annuali che vanno crescendo verso la fine del prestito. Circa le garanzie è stato segnalato che l'Ufficio Italiano dei Cambi darà la sua fidejussione al debito del Mediocredito, e garantirà i creditori con un deposito vincolato in Svizzera di oro tratto dalle disponibilità che l'Italia vi ebbe ad accumulare allorché l'Italia si trovava creditrice dell'UEP: questa copertura aurea, a quanto si afferma, non è che parziale. Infine, per quanto riguarda l'utilizzo di questo prestito quinquennale, si segnala che essa sarà trasferito in Italia tramite l'UEP, che il Mediocredito verserà le disponibilità valutarie all'Italcambi ed utilizzerà gradualmente il controvalore in lire del prestito stesso sia per prestiti a medie e piccole industrie, sia ai fini di stimolare l'esportazione.

Le negoziazioni, condotte in questi ultimi mesi dal governatore della Banca d'Italia dott. Menichella e dal direttore generale del Mediocredito dott. Carli, si sono felicemente concluse lunedì della settimana scorsa, dopo che le autorità valutarie svizzere avevano dato il loro assenso per il trasferimento del prestito tramite la UEP.

Questa operazione ricalca sotto molti aspetti un analogo prestito che nel novembre 1952 venne concesso dalle medesime Banche e per il medesimo ammontare alla Francia. Essa appare, nel momento attuale, del massimo interesse per l'Italia e le sue ripercussioni meritano di essere attentamente vagliate.

In primo luogo è il caso di chiederci per quale ragione l'Italia ha ritenuto doversi rivolgere alla Svizzera anziché, come di consueto, agli Stati Uniti ed a banche private anziché ad Enti governativi. Crediamo di poter rispondere a tale questione osservando che:

- a) nel momento attuale l'Italia si trova in deficit verso l'area UEP e non già verso l'area del dollaro, eppertanto essa ha oggi bisogno di mezzi di pagamento europei anziché di dollari;
- b) il mercato svizzero dei capitali si trova attualmente e da tempo in una situazione di fortissima liquidità a causa, tra l'altro, delle abbondantissime disponibilità del sistema di assicurazione per invalidità e vecchiaia in cerca di «placements» e del continuo afflusso di capitali privati esteri;
- c) di conseguenza, il mercato svizzero si trova in grado di offrire capitali considerevoli a condizioni particolarmente favorevoli, dato il bassissimo costo che il danaro ha qui raggiunto;
- d) il ricorso a banche private anziché ad enti governativi o internazionali presenta tra l'altro il vantaggio di una maggiore rapidità, non

operazione varrà a ridurre di 23,3 milioni di dollari (controvalore dei 100 milioni di franchi svizzeri) sia la posizione debitrice italiana sia quella creditrice svizzera.

Questa prima enumerazione delle ragioni che ci sembrano avere indirizzato le nostre autorità valutarie, indicano nel contempo i vantaggi che dall'operazione creditizia italo-svizzera saranno per derivare al nostro Paese.

Si consideri in primo luogo che l'immissione in UEP dei citati 23,3 milioni di dollari varrà ad attenuare sensibilmente il deficit dei pagamenti italiani con l'Unione stessa per il mese di marzo. Certo, non è gran cosa, dato che l'Italia sta indebitandosi al ritmo di quasi un milione di dollari al giorno. Tuttavia il versamento che verrà fatto in tal modo dalla Svizzera aggiunto all'ammortamento delle risorse esistenti in sterline (4,3 milioni di dollari) farà sì che probabilmente i pagamenti per il corrente marzo si chiuderanno pressoché in pareggio.

Con questa operazione l'Italia viene quindi a ritardare di circa un mese il momento in cui la sua posizione cumulativa raggiungerà la quota di 205 milioni di dollari e da cui a fine febbraio distavamo di soli 50,7 milioni di dollari. Ciò lascia pensare che, prima di superare il citato traguardo, potremo forse raggiungere la fase stagionale favorevole che si inizia con il mese di giugno per effetto dell'espansione dell'esportazione ortofrutticola abbinata ad una flessione di talune importazioni.

Se tale sarà il caso, potremo respirare sin verso ottobre e sperare che, di qui a tale data, la situazione generale migliorerà, nel senso che forse potranno risentirsi maggiormente gli effetti delle più recenti liberalizzazioni britanniche, austriache ecc. nonchè le prime ripercussioni dei nostri provvedimenti a favore dell'esportazione. Certo, il maggiore respiro di sollievo lo tireranno le responsabili autorità del commercio con l'estero che, di fronte a queste favorevoli prospettive, avranno un ottimo argomento in mano per ritardare eventuali misure di deliberalizzazione e respingere proposte « assurde », come quelle avanzate a suo tempo dal sottoscritto in merito alla convertibilità. Ci preme tuttavia suggerire che il maggior lasso di tempo, che questa operazione lascerà forse a disposizione delle nostre autorità per risolvere i gravi problemi del nostro commercio con l'estero e relativi pagamenti, sia messo bene a profitto.

Dal punto di vista del mercato interno, il lato positivo del prestito svizzero è costituito dalle maggiori disponibilità in lire che il Mediocredito avrà a sua disposizione dopo aver ceduto la valuta all'Italcambi. Si tratterà in sostanza di circa 14,2 miliardi di lire, che l'Italcambi gradualmente sborserà a favore del Mediocredito con mezzi che otterrà regolarmente dalla Banca d'Italia tramite il suo conto corrente ordinario. La pressione inflazionistica che da ciò deriverà appare irrilevante come ammontare, mentre la somma di 14,2 miliardi di maggiori crediti accordabili alla media e piccola industria è pur sempre interessante.

Un ultimo rilievo per quanto riguarda il problema degli interessi: attualmente la Svizzera riceve il 2,75 % per i crediti concessi all'U.E.P. nei limiti della sua quota ed il 3 % per quelli eccedenti la sua quota, mentre l'Italia paga il 2,50 % per i crediti ricevuti dall'U.E.P. Quest'ultimo tasso aumenterà però al 3 % per il secondo anno (o frazione del medesimo) di indebitamento, ed al 3,25 % per il terzo anno. Dato che, a nostro avviso, il tasso cui il prestito quinquennale è stato negoziato non dovrebbe superare il 3,50 %, ci sembra di dovere ritenere che l'operazione in questione non risulta più gravosa né per l'Italia né per la Svizzera di quelle effettuate tramite l'U.E.P.

Un ultimo rilievo, che ci pare del massimo interesse: il fatto che per la prima volta in questo dopoguerra l'Italia abbia negoziato un prestito di rilevante ammontare con Istituti privati dimostra il grado di fiducia che il mercato internazionale ha raggiunto nei riguardi dell'Italia e della sua moneta, il che è un evidente risultato dell'ortodossa politica monetaria che dal nostro Paese è stata seguita sino ad oggi. I frutti, prima o poi, vengono a maturazione.

Livio Magnani

Il Globo 17-3-54

⁹²Prestito svizzero al "Mediocredito",

Parzialmente garantito su oro e ammortizzabile in 5 anni — Le trattative bancarie

A seguito di trattative concluse in questi giorni a Basilea dal Governatore della Banca d'Italia, un gruppo delle tre principali banche svizzere (Società di Banca Svizzera, Credito Svizzero e Unione di Banche Svizzere) ha concesso all'istituto centrale per il Credito a medio termine alle medie e piccole industrie (Mediocredito) un prestito di 100 milioni di franchi svizzeri, parzialmente garantito su oro ed ammortizzabile in 5 anni.

Il Mediocredito utilizzerà il ricavato del prestito per intensificare la sua azione a favore delle medie e piccole industrie e dell'esportazione. Il trasferimento dell'importo del Prestito avverrà a mezzo dell'Unione europea dei pagamenti, sicchè esso gioverà anche a ridurre la posizione debitoria Italiana verso la detta Unione ed i versamenti mensili in dollari o oro che l'Ufficio Italiano dei Cambi deve fare all'Unione medesima.

Il Comitato Interministeriale del Credito, nella riunione del 15 corrente, il Consiglio dei Ministri, nella riunione del 16 corrente, hanno adottato le deliberazioni di loro competenza previste dall'art. 21 della Legge 25.7.1952, n. 949, costitutiva del Mediocredito.

a regolare in dollari la loro parte, mentre la compagnia petrolifera francese e la Anglo-Iranian vorrebbero versare alla Persia le loro quote, rispettivamente, in franchi e sterline.

Cento milioni di franchi prestati dalla Svizzera all'Italia

Il Tempo

17-3-54

Conclusione delle trattative svolte dal Governatore della Banca d'Italia - L'importo servirà ad aiutare le medie e piccole industrie

Un comunicato dell'Istituto di Emissione informa che, a seguito di trattative concluse in questi giorni a Basilea dal governatore della Banca d'Italia, un gruppo delle principali banche svizzere (Società di Banca Svizzera, Credito Svizzero e Unione di Banche Svizzere) ha concesso all'Istituto Centrale per il Credito a medio termine alle medie e piccole industrie (Mediocredito) un prestito di 100 milioni di franchi svizzeri, parzialmente garantito su oro ed ammortizzabile in 5 anni.

Il Mediocredito utilizzerà il ricavato del prestito per intensificare la sua azione a favore delle medie e piccole industrie e dell'esportazione.

Il trasferimento dell'importo del prestito avverrà a mezzo dell'Unione europea dei pagamenti, sicché esso gioverà anche a ridurre la posizione debitoria italiana verso la detta Unione ed i versamenti mensili in dollari o oro che l'ufficio italiano dei cambi deve fare all'unione medesima.

Il Comitato Interministeriale

del Credito, nella riunione del 15 corrente, e il Consiglio dei ministri, nella riunione di ieri, hanno adottato le deliberazioni di loro competenza previste dall'art. 21 della legge 25-7-1952, n. 949, costitutiva del mediocredito.

Un prestito di cento milioni di franchi svizzeri, pari a circa 15 miliardi di lire, non è certo tale da sanare tutti i guai della nostra economia. Ma si presta ad alcune considerazioni di notevole importanza.

Prima di tutto esso ha un indubbio significato politico. Mentre anche giornali di un certo rilievo, all'estero, hanno espresso qualche dubbio sul pacifico sviluppo della democrazia nel nostro Paese e sulla solidità della nostra economia, ecco che tre principali banche svizzere private, di proprietà di accorti banchieri, non hanno esitato a prestarci una somma abbastanza ingente, non restituibile dopo novanta o centoventi giorni, ma dopo cinque anni, cioè dopo un

periodo di tempo abbastanza lungo, durante il quale si svolgeranno altre elezioni politiche, sicché è chiaro che questi banchieri hanno fiducia nel pacifico sviluppo degli avvenimenti in Italia, sono certi che la conquista del potere politico, da parte del partito comunista, non avverrà né con la violenza né con la scheda. (Come è noto, i comunisti fanno piazza pulita dei debiti con l'estero, appena conquistato il potere).

Questo prestito è il primo che l'Italia ha stipulato, al di fuori della sfera nord-americana, il che rivela che qualche frutto è stato raccolto da una politica monetaria onesta, da una valuta in ordine, dal rispetto dei contratti. Il nostro Paese non ha che da continuare per le strade tracciate dal buonsenso e dall'onestà e troverà sempre quel credito che ci è necessario, scarsi come siamo di grandi capitali liquidi.

L'afflusso di centi milioni di franchi svizzeri riduce il debito che il nostro Paese ha verso l'Unione Europea dei pagamenti e allontana il momento depreco dell'asfissia del nostro commercio internazionale. Noi, già debitori verso l'E.U.P. di circa 155 milioni di dollari, appena avremmo toccato il limite massimo, stabilito in 164 milioni di dollari, saremmo stati costretti a fare i nostri pagamenti o in dollari o in oro, il che ci avrebbe obbligati o a ridurre il nostro commercio con l'estero o a liquefare gradualmente le nostre riserve metalliche. Senza ricorrere a sistemi di restrizione, cui hanno dovuto sottoporsi altri Paesi, né riducendo le nostre riserve auree, anzi aumentandole, come ora diremo, potremo continuare nella politica di largo commercio internazionale e nella liberalizzazione degli scambi, augurandoci che gli altri Stati vorranno, una buona volta, uniformarsi alle stesse direttive negli scambi, perché la liberalizzazione, in senso unico, non è possibile. Il commercio internazionale è fatto di dare e di avere.

Il medio-credito, al quale è destinato il prestito, utilizzerà le somme ricevute per attivare la sua azione a favore delle piccole e medie industrie, senza più premere sul mercato interno, o per lo meno riducendo molto questa sua aspirazione di denaro sul mercato finanziario nazionale. Com'è noto lo statuto costitutivo del medio-credito stabilisce che esso, oltre a utilizzare le rate incassate dall'I.M.I. per i crediti concessi in sterline, può cercare denaro sul mercato interno. Avendo ora queste nuove somme a disposizione, è chiaro che il medio-credito non sottrarrà al mercato interno altro denaro liquido e, di conseguenza, tutto il mercato finanziario avrà un maggiore respiro.

Il prestito è stato stipulato a condizioni assai modeste, ed è garantito soltanto parzial-

PRESTITI ESTERI

Il Messaggero 17-3-54

Si è ieri realizzato nel campo finanziario un evento il quale permette di sollevarsi da una cronaca divenuta ormai troppo sconsigliata, e sotto diversi aspetti, per tornare agli interessi più veri e ai problemi più vivi della vita nazionale. Questo evento è l'annuncio del prestito concesso dalle maggiori banche svizzere all'Italia, in seguito alla felice conclusione delle trattative condotte a Basilea dal Governatore della Banca d'Italia, dott. Menichella, uno dei protagonisti della vittoriosa lotta per la difesa della lira, iniziata da Einaudi nel lontano 1947 e condotta poi coraggiosamente ed efficacemente per più di cinque anni da Pella fra difficoltà politiche, economiche, finanziarie d'ogni sorta.

Gli aiuti e i prestiti esteri ottenuti dall'Italia in questo dopoguerra erano provenuti finora soltanto dagli Stati Uniti, e si fondavano su valutazioni di carattere prevalentemente, se non esclusivamente politico. Il prestito odierno, invece, è il primo finanziamento concesso all'Italia da capitalisti esteri in base a valutazioni puramente economiche. La lira è stata difesa, il suo potere d'acquisto è stato consolidato, la stabilità monetaria italiana è un dato indiscutibile per tutti i paesi, in tutti gli ambienti economici di ogni parte del mondo.

I capitalisti stranieri ci danno oggi un'ultima dimostrazione del valore della vittoria contro l'inflazione. L'inflazione, che impaurisce e scoraggia all'interno il risparmiatore, fa fuggire a precipizio i capitali esteri. Chi dispone di capitali da investire, non può evidentemente avere alcuna fiducia per un paese che, distruggendo la propria moneta, dimostra di non avere esso stesso fiducia nel proprio avvenire.

Le banche svizzere hanno saputo dunque vedere meglio di qualche capitalista indigeno, disfattista per cecità. Tutta la situazione economica italiana, del resto, è in miglioramento. Il bilancio dello Stato viene gradualmente ricondotto verso un migliore equilibrio. Le produzioni segnano un costante progresso. Il raccolto del grano ha superato l'anno scorso ogni primato, sorpassando i 90 milioni di quintali. L'industria ha progredito nel 1953, rispetto alle produzioni prebelliche, di più del 50 per cento, mentre la produzione dell'energia elettrica si è addirittura raddoppiata.

Ma la prova di fiducia delle banche svizzere non si esaurisce al campo economico o finanziario o monetario. In un momento in cui nei paesi occidentali ci si chiede se l'Italia nei prossimi anni cadrà o non cadrà in preda al comunismo, essa ottiene un prestito di 100 milioni di franchi svizzeri per cinque anni.

La prudenza con cui i finanziari svizzeri investono i capitali di cui dispongono, è notoria, per non dire proverbiale. Questi uomini, dunque, più accorti e più sagaci di qualche osservatore politico troppo superficiale o troppo emotivo, sono persuasi che nel prossimo quinquennio l'ordine democratico in Italia non potrà subire alcuna eclissi. Un paese a moneta svalutata molto difficilmente paga i propri debiti verso l'estero; un paese comunista, non li paga mai.

L'importo del prestito, circa 15 miliardi di lire, che ci viene trasferito a mezzo dell'Unione europea dei pagamenti, è destinato ad accrescere le disponibilità dell'Istituto del medio credito, che se ne servirà per allargare i finanziamenti a medio termine a favore delle medie e piccole industrie e delle esportazioni di impianti e di manufatti industriali con pagamento differito. Il «Mediocredito», costituito poco meno di due anni or sono, diventa sempre più un ente di importanza essenziale per lo sviluppo delle attività produttive italiane. La raccolta di capitali, che esso aveva finora effettuato in Italia, viene adesso estesa ai mercati esteri, con sensibile alleggerimento della pressione già esercitata sulle non laute disponibilità di denaro fresco del nostro mercato finanziario.

Il trasferimento dell'importo del prestito a mezzo dell'Unione europea dei pagamenti permette di realizzare ancora un altro vantaggio, e cioè di diminuire, per un importo valutabile in circa 23 milioni di dollari, la nostra esposizione passiva verso la Unione, che aveva raggiunto i 154 milioni di dollari. Questo saldo passivo viene ora ridotto a 131 milioni di dollari, e poiché la quota massima di debito dell'Italia verso l'Unione europea dei pagamenti è fissata in 205 milioni di dollari, superando la quale dobbiamo effettuare degli esborsi in oro, ognun ve-

de quale vantaggio si conseguiva dal prestito per il nostro Paese, agli effetti delle importazioni, che potranno liberamente continuare, senza dover adottare misure di restrizione o di contingentamento, che si convertirebbero inevitabilmente in sensibili aumenti dei costi e dei prezzi interni. Frattanto, si dovrà dare tutta la possibile assistenza alle esportazioni, che da qualche tempo segnano, fortunatamente, una certa ripresa.

Con questo prestito non abbiamo certamente risolto ogni nostro problema. Ma la negoziazione e la felice conclusione di esso permettono, almeno, di tornare a parlare dell'Italia come di un paese che si assicura la fiducia dell'estero, di un paese in cui si lavora proficuamente, di un paese che con la sua retta, rigorosa politica finanziaria e monetaria dà prova di efficienza e di serietà.

PER UN AMMONTARE DI CENTO MILIONI DI FRANCHI

Prestito svizzero all'Italia per le piccole e medie industrie

L'operazione conclusa a condizioni di particolare favore
per il nostro Paese - L'importo è rimborsabile in 5 anni

Un comunicato diramato ieri ha informato l'opinione pubblica italiana che, a seguito di trattative concluse in questi giorni a Basilea dal Governatore della Banca d'Italia, un gruppo delle tre principali Banche Svizzere (Società di Banca Svizzera, Credito Svizzero e Unione di Banche Svizzere) ha concesso all'Istituto Centrale per il Credito a medio termine alle piccole e medie industrie (Medio credito) un prestito di 100 milioni di franchi svizzeri parzialmente garantito su oro ed ammortizzabile in cinque anni.

Tale prestito, trattato e concluso su basi esclusivamente economico-tecniche, è il primo che si sia ottenuto da un Paese estero al di fuori del mercato statunitense, dove alle considerazioni economiche tecniche spesso se ne accompagnano altre di particolare riguardo nei confronti del nostro Paese. Esso può considerarsi perciò una precisa e sicura riprova della fiducia che l'Italia ha saputo guadagnarsi all'estero in questi anni, attraverso l'operosità e la parsimonia del suo popolo, la perizia delle sue maestranze e dei suoi tecnici e, non ultima, la saggezza e la fattività del suo Governo, che coordina, sollecita ed appoggia tutte le sane iniziative del Paese.

Il Mediocredito utilizzerà il ricavato del Prestito — dice il comunicato — per intensificare la sua azione a favore delle medie e piccole industrie e della esportazione.

Con ciò il Mediocredito verrà ulteriormente incontro alle nostre medie e piccole industrie, che, malgrado le numerose provvidenze già poste in atto dal Governo a loro favore, mentre riescono a soddisfare con una certa facilità le loro esigenze di credito a breve termine (credito d'esercizio) trovano maggiori difficoltà per ottenere il credito a medio termine, perché a più lunga scadenza.

L'importanza di questo tipo di credito appare evidente ove si pensi che è per suo mezzo, ove le imprese non siano in grado di autofinanziarsi, che è reso possibile il rinnovo delle attrezzature, l'ampliamento degli impianti e l'espansione delle correnti di esportazione.

La possibilità di attingere, attraverso il Prestito a più abbondanti fonti di finanziamento, costituisce perciò un notevole aiuto per la nostra media e piccola industria, che rappresenta la parte di gran lunga maggiore del complesso delle nostre attività di carattere industriale.

Per tali imprese la conclusione del nuovo prestito significa una ulteriore possibilità di progresso e per i miglioramenti

delle attrezzature e dei processi produttivi

E' da rilevarsi inoltre che — così avverte il comunicato cui si è fatto precedentemente cenno — il trasferimento dell'importo del prestito avverrà a mezzo dell'Unione Europea dei Pagamenti, sicché esso gioverà anche a ridurre la posizione debitoria italiana verso detta Unione ed i versamenti mensili in dollari e oro che l'Ufficio italiano dei cambi deve fare all'Unione medesima.

Ma se la riduzione del nostro debito verso l'UEP costituisce un fatto importante dal punto di vista finanziario, la possibilità di un più ampio commercio internazionale che ne deriva rappresenta un fatto non meno importante.

Infine importa rilevare che la conclusione di questo prestito — che per le condizioni particolarmente favorevoli con le quali è stato ottenuto costituisce un indiscutibile successo del Governo Italiano — va considerata anche come il raggiungimento di una ulteriore tappa sulla via di una maggiore occupazione.

Il Popolo 17-3-54